

Colloque International
La valorisation des patrimoines, authenticité et communication

Développement territorial et stratégies de communication

**Acteurs locaux,
quelles pratiques communicationnelles
pour une valorisation territoriale ?**

Syrine Ben Sylmen

Docteure en SIC- I3M

Membre du programme LOTH

syrinebensylmen@yahoo.fr

Mahmoud Abdelmoula

Economiste de Développement Territorial

Responsable « *Formation & Développement des Compétences* »

C.G.D.R – Tunisie

Résumé

Assurer l'attractivité et la compétitivité d'un territoire suppose une concertation et une collaboration entre les acteurs : institutionnels et non institutionnels ainsi que la population locale. Pour cela, divers dispositifs d'intelligence territoriale (IT) sont retenus et déployés suite à un diagnostic des besoins réels de la population. Ces derniers émanent, aussi, d'un certain degré d'appartenance à la région. L'identité, l'attachement et la solidarité qu'exprime la population locale envers la région sont des paramètres qui orientent fortement l'appréciation des résultats escomptés. Notre étude comparative entre deux régions **de Tunisie, Nabeul et Médenine**, a permis une évaluation des dispositifs d'IT choisis par les responsables et de leur appréciation par la population locale. La phase quantitative de cette étude a vérifié la qualité des échelles de mesure développées ainsi que les liens entre les diverses variables.

Mots-clés

Communication publique, intelligence territoriale, sentiment d'appartenance, intelligence économique (IE), *knowledge management*.

Axe A. Politiques institutionnelles et valorisation des patrimoines

En vue de promouvoir un territoire et en assurer un développement durable, la mobilisation de ses acteurs est une réalité incontournable. Acteurs institutionnels et non institutionnels, société civile, population locale et même extra-territoriaux participent chacun à sa manière au diagnostic des besoins et à l'optimisation de la connaissance du territoire. Une connaissance approfondie du territoire permet une détermination de ses atouts et de ses lacunes outre une localisation de ses potentialités - à valoriser - et une identification de ses problèmes - à surmonter. De surcroît, la diversité des acteurs impliqués dans le processus signifie une diversification des dispositifs communicationnels, informationnels et même de management du territoire. Dans une Tunisie post-révolte, le constat amplement partagé du degré de disparités entre régions a engendré à une prise de conscience de la primordialité de l'intégration de nouvelles modalités et de dispositifs alternatifs de valorisation des patrimoines pour un développement durable. Le déséquilibre territorial traduit un échec relatif du plan national de développement conçu, piloté et mis en œuvre par l'État depuis des décennies. De nouvelles modalités de communication et de gestion des territoires sont à mettre en œuvre. La communication publique se doit d'être à l'écoute des attentes des populations en favorisant la valorisation des territoires et de leurs atouts. Or les données géographiques et contextuelles qu'elles soient économiques, sociales ou culturelles ne l'autorisent, parfois, que difficilement. Cela pose des questions. Notamment, selon quelles démarches collectives et moyennant quels dispositifs communicationnels et informationnels assure-t-on la valorisation de ces territoires ? Le développement de la région et la valorisation de ses patrimoines seraient-ils, fondamentalement, tributaires d'un sentiment d'appartenance des « territoriaux » à leur région ? Des questions qui soulignent l'importance du déploiement, au niveau régional, d'une intelligence collective pour la valorisation patrimoniale et territoriale grâce à l'implication des acteurs, furent posées dans le cadre du programme de recherche *Langages, Objets, Territoires et Hospitalités* -LOTH. Dans ce cadre, des recherches opérationnelles sur différents terrains furent menées avec pour finalité le renforcement des connaissances en communication publique et territoriale dans des zones fragiles et menacées pour faire bénéficier les décideurs des résultats (Meyer, 2012). S'inscrivant dans ce cadre, la présente recherche s'intéresse aux actions de

valorisation mises en place avec une prise en considération des ressources naturelles, humaines et d'infrastructure ainsi que moyennant l'impulsion de l'investissement privé. Nous verrons de quelle manière collaborent les acteurs dans deux « gouvernorats »¹ tunisiens. La différenciation du sentiment d'appartenance envers chacun des deux « gouvernorats » aurait-elle une incidence sur la valorisation des patrimoines locaux et, ainsi, sur leur développement respectif ? Une étude comparative menée entre les deux régions nous permet de relever la différenciation du sentiment d'appartenance des acteurs territoriaux et l'impact que cela peut avoir sur la valorisation territoriale.

1. Sentiment d'appartenance et dispositifs institutionnels de valorisation régionale

Confrontés à plusieurs défis, les territoires se trouvent au cœur des stratégies de développement. Objet principal des actions publiques et terrain de contributions de décideurs institutionnels et non institutionnels ainsi que de praticiens du développement, le territoire suscite depuis toujours l'intérêt des chercheurs relevant de disciplines aussi diverses (géographie, sociologie, économie, droit...). Un territoire attractif suppose la mise à contribution de divers acteurs pour une intelligence collective signifiant la collaboration et la concertation. Assurer son attractivité signifie la mise en avant d'un trait distinctif, une valorisation identitaire, notamment par le choix de la mise en œuvre de projets authentiques (Goria, 2009 ; Meyer, 2012). Tout acteur revendiquant son appartenance au territoire, signifiant son identité, son attachement et sa solidarité envers sa région contribuerait à son développement à travers des dispositifs d'intelligence territoriale (IT).

La multi-dimensionnalité du sentiment d'appartenance ainsi que celle de l'intelligence territoriale (IT) a donné lieu à une littérature abondante (Di Méo, 2006 ; Guérin Pace, 2007 ; Guermond, 2009 ; Frisou, 2011). Le sentiment d'appartenance au territoire est une prédisposition non variable de l'individu signifiant son identité et son attachement et le préparant à une attitude positive envers ce territoire (Frisou, 2011). S'identifier, être attaché et manifester de la solidarité envers sa région peut conduire un acteur, institutionnel et non institutionnel ou encore la population locale vers des choix pour son développement. Une mise en réseau de différents partenaires avec le déploiement

¹ Circonscription administrative structurante du découpage politique tunisien qui en compte 24.

d'instruments ou de dispositifs informationnels et communicationnels et de management permet une prise de décision adéquate pour le développement régional.

Le processus d'IT suppose ainsi le recours à divers instruments de communication ou de management à l'échelle territoriale. Assurer l'attractivité et la compétitivité du territoire à travers une communication publique et territoriale adéquate signifie le déploiement de dispositifs et de pratiques mettant en réseau divers partenaires pour une concertation et une collaboration à l'échelle territoriale (Gardère, 2009).

Une nouvelle approche pour le développement territorial ne peut atteindre ses objectifs que si elle s'inscrit dans le cadre d'un projet communicationnel. Ce dernier comme le confirme Gino Gramaccia (2009 : 267) « a pour objectif de transformer l'information en savoir au service de l'action publique ». La mise en œuvre des technologies de communication facilite la transformation de l'information en connaissance et son appropriation par les citoyens pour le déploiement d'actions en faveur du territoire. Servir une action publique au niveau du territoire suscite la mobilisation de différents acteurs, dont le citoyen, pour favoriser la transformation de l'information en connaissances utiles et utilisables pour un développement durable.

Or, les conditions dans lesquelles évoluent les pays avec leurs propres caractéristiques, géographiques, culturelles, économiques ou politiques ont fait que nous assistons également à un phénomène de retour vers le « local » afin de contrecarrer l'incertitude générée par la compétition au niveau international (Goria, 2009). Chaque pays concentre ses efforts sur la mise en valeur de sa propre identité ce qui peut lui assurer une différenciation et une attractivité par rapport aux pays concurrents. Ainsi, au sein même de chaque pays, l'IT est au centre des préoccupations de diverses parties-prenantes, que ce soit politiques, économiques ou médiatiques ainsi que les habitants des régions pour parer aux déstructurations nées des interférences externes. En conséquence, le processus d'IT devrait se baser sur une multitude de dispositifs empruntés à l'intelligence économique (IE) et au *knowledge management (KM)* pour le développement et la valorisation des territoires. Par souci de ressourcement et de préservation du patrimoine, une mise en réseau des différents partenaires, avec le déploiement des dispositifs informationnels et communicationnels et de management choisis par des acteurs institutionnels et non institutionnels, assure un diagnostic des besoins réels, une analyse et un traitement des informations les plus

pertinentes et une prise de décision adéquate préservant les potentialités et les richesses propres à chaque région. La concertation et la collaboration entre les acteurs territoriaux sont conditionnées par un sentiment d'appartenance renforcé envers le territoire. Ce dernier assure l'implication des acteurs en faveur de la cause du territoire.

Les travaux sur le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région reposent sur l'identité, l'attachement, ainsi que la solidarité que peut porter un acteur envers sa région (Lalli, 1992 ; Frisou, 2011). Ce dernier peut être institutionnel faisant partie de structures de développement ou leurs différents partenaires publics ou encore non institutionnel (partenaires privés, société civile ou population locale). Pour Eléna Filippova et France Guérin-Pace (2008 : 30) « Le sentiment identitaire d'un individu est à géométrie variable mais peut se manifester notamment en référence à un espace spécifique auquel le sujet se sent particulièrement attaché. À ce titre, le territoire, qu'il soit État, région, village ou autre, constitue un des éléments essentiels de l'existence pour une société et un être humain même si le lien à cet espace diffère à la fois d'une société à l'autre, d'une personne à l'autre et se modifie au cours du temps ». Ainsi le sentiment d'appartenance fait partie des référentiels de l'identité de l'individu avec une perception affective envers le territoire traduisant une sensation, un sentiment ou une conscience identitaire. France Guérin-Pace (2008) considère que la déclinaison d'une appartenance géographique est une façon de déclarer un ancrage identitaire. Le sentiment d'appartenir à un lieu est une conscience quasi unanime, même si la déclaration de l'attachement envers ce lieu est un sentiment facultatif qui influence les manifestations de solidarité. Ainsi, en parlant de l'appartenance à un lieu, on ne peut pas occulter le volet affectif traduisant le sentiment d'attachement et le volet conatif traduisant les manifestations de solidarité.

La sélection de dispositifs adéquats communicationnels informationnels ou de management et leur déploiement au niveau du territoire, dans le cadre d'une approche pragmatique d'intelligence territoriale, suppose un certain lien relationnel entre les acteurs et la région. Ce lien relationnel est développé dans un cadre culturel et suppose une certaine attitude envers la région traduite par l'identité, l'attachement ainsi que la solidarité.

Notion nouvellement introduite, l'IT est un paravent à la montée des incertitudes concurrentielles, économiques, sociales, ou managériales du fait qu'elle permet une coordination bénéfique d'intelligences des acteurs dans un espace donné. Cette coordination est un condensé de recherches et d'activités fondé sur la base d'une veille d'informations et de connaissances riches et variées.

Le territoire a une identité liée à l'histoire humaine, industrielle, géographique et physique (Vincent Meyer, 2012). Confronté à une concurrence accrue, il ne doit pas être délaissé en raison des valeurs ajoutées économiques et environnementales qu'il peut procurer pour le développement des sociétés. Pour Pierre Veltz (2002), c'est l'intelligence de la combinaison des ressources qui fait la différence entre les territoires. Un territoire attractif et compétitif est une combinatoire de ressources qui donnent naissance à des compétences et des stratégies. C'est là le signe d'une intelligence territoriale. Chaque territoire dispose d'une culture, de représentations et de croyances spécifiques. Les individus en réfèrent à des modèles explicites ou implicites qui inscrivent leurs comportements passés, actuels et futurs dans une symbolique propre. La culture, ayant un impact sur les valeurs, les comportements, les habitudes et les attitudes, implique la variation de l'intensité du sentiment d'appartenance défini comme « le lien affectif positif entre un individu et un lieu particulier » (Delfosse, 2009 :112) qui peut être mesuré à travers l'attitude envers la région, « qui est une disposition stable de l'individu, qui lui fait percevoir ce lieu comme une composante de son identité, lui fait ressentir un attachement pour ce lieu, et le prépare à des comportements en faveur de ce lieu » (Frisou, 2011 : 6).

L'objectif visé est de déterminer la nature de l'interrelation entre le sentiment d'appartenance et la valorisation régionale par le biais de dispositifs d'intelligence territoriale. D'où notre première hypothèse H1 : associant positivement le sentiment d'appartenance à l'Intelligence Territoriale Adaptée (ITA).

Ainsi verrons-nous dans le contexte tunisien quelle sélection des dispositifs d'IT s'opère par les responsables et praticiens institutionnels et non institutionnels à travers le spectre de l'identité de l'attachement et de la solidarité. Essentiellement, les pratiques de surveillance de l'environnement, d'influence sur l'environnement et de protection du patrimoine immatériel relevant de l'IE. Aussi, les pratiques de

capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, de partage et de diffusion des connaissances instruments de *KM*.

2. Revendication d'appartenance et appréciation de l'IT

Une démarche d'IT repose sur différentes pratiques articulées à travers le passage de l'information et la communication entre les différents acteurs et partenaires du développement. La collaboration et la concertation entre ces différents acteurs territoriaux exige un certain degré de solidarité envers le territoire et d'implication pour le développement de la part de chacun de ces acteurs. Ces derniers doivent privilégier, dans le cadre d'un effort collectif, l'intérêt du territoire en tant qu'entité à part entière. Viser l'intérêt du territoire se fait à travers la solidarité, la confiance mutuelle, la communication et le passage de l'information. Wahid Gdoura (2005) signale que l'accès et la détention de l'information influence les comportements, les agissements des citoyens ainsi que les activités socio-économiques des collectivités. Cela représente un enjeu de poids pour l'émancipation des individus et l'instauration d'un développement durable au sein des sociétés. Une participation solidaire et une implication pour le développement du territoire facilite l'accès à l'information et la communication entre les acteurs. Comme on peut rajouter que la circulation de l'information est un vecteur de développement du sentiment d'appartenance et de la participation citoyenne en faveur du territoire.

Philippe Dumas est pour le développement de la culture de la territorialité, dimension ondulatoire du territoire, « [...] La culture exprime le sentiment partagé d'appartenance et d'appropriation des vertus qualitatives du territoire » (Philippe Dumas, 2006 : 13). Le sentiment d'appartenance envers le territoire est à la base de l'appropriation des objectifs de ce dernier en termes de développement. En ce sens, la mobilisation du capital social est un réel tremplin à diverses initiatives de développement territorial. La mise en place de mécanismes de partenariats et de réseaux s'appuyant sur une réelle volonté de concertation entre les acteurs locaux se fait à travers la lutte contre l'exclusion, ce qui aboutirait à la diversification et l'enrichissement des apports. Elisabeth Gardère et Amar Lakel (2009 :8) annoncent que « Si certaines pratiques sont consultatives, participatives ou représentatives, d'autres restent plus traditionnelles. Afin d'accroître le niveau d'information délivré aux riverains, divers modes de communication sont utilisés [...]. L'information des citoyens n'est pas

seulement une condition du bon fonctionnement de la démocratie locale, elle est aussi nécessaire pour faciliter une bonne administration locale. À cette condition, l'information est garante de la gestion transparente de la collectivité ».

Une certaine forme de démocratie participative est alors initiée et il s'agit pour Saskia Cousin (2012 : 7) « d'impliquer les citoyens aux prises de décisions les concernant, notamment en matière de développement territorial et de rénovation urbaine ». Partage d'information, encouragement d'initiatives de développement, mobilisation du capital social, développement de l'appartenance. « Le développement territorial ne se pense plus sans interroger l'efficacité des actions et des systèmes d'information mis en place, et *in fine* leur utilité pour favoriser une aide à la décision et/ou la participation citoyenne » Meyer (2012 : 4). Le rôle des systèmes d'information serait ainsi dans un double sens : assurer la circulation de l'information entre les différents acteurs et la richesse des initiatives dans le cadre d'approches participatives en faveur du développement durable, mais aussi le développement du sentiment d'appartenance et de la culture de la territorialité en faveur de l'implication envers les objectifs du territoire.

L'importance de la communication pour le développement territorial durable est incontestablement prouvée. En effet, la décentralisation administrative et le décloisonnement institutionnel ne peut se faire qu'avec des échanges communicationnels intensifiés entre les différents acteurs et partenaires de développement.

Sylvain Genevois (2011) saisit une double logique de la communication publique territoriale prenant en compte la territorialité par la base des citoyens « vécue et émotionnelle » et la territorialité par le haut des décideurs « abstraite idéologique et politique ». Les points de vue des acteurs sont confrontés dans le cadre d'approches participatives remplaçant les approches volontaristes. Cette communication publique se fait par un système territorial assurant la circulation de l'information entre l'espace citoyen et l'espace décideur.

La communication publique est aussi un vecteur de renforcement de l'identité régionale, en évoquant des thèmes communs au territoire, de nature à rassembler et unir les citoyens et développer leur sentiment d'appartenance ainsi que leur solidarité

envers ce dernier. Pour Hélène Cardy (2006 : 273), les stratégies de communication pour le renforcement de l'identité diff erent avec des logiques d'acteurs qui s'affrontent, « Le choix porte sur le long terme en s'appuyant sur des thèmes généraux qui ne suscitent guerre de polémique, ou sur des thèmes qui se veulent rassembleurs, et sont cens es répondre directement à une demande sociale ». La communication publique au niveau de la région fait appel à des techniques diverses afin de limiter les mécontentements par rapport aux attentes et de provoquer des réactions positives dans les cas de satisfaction. Une population locale avec un ancrage territorial assez d evvelopp e serait de ce fait beaucoup plus impliquée et participerait encore plus à la résolution de la problématique du d evveloppement du territoire.

Le renforcement de l'identité et de l'intérêt au territoire, nous amène à interroger l'implication de la population locale et leur appréciation du d evveloppement du territoire.

D'où notre deuxième hypothèse H2: le sentiment d'appartenance est positivement associ e à l'Intelligence Territoriale Perçue (ITP). Un sentiment d'appartenance manifest e à travers une identité, un attachement et une solidarité influence-t-il positivement l'intelligence territoriale perçue. Dimension mesurée à travers trois variables à savoir l'appréciation des dispositifs de d evveloppement, l'échange d'information avec les acteurs de d evveloppement ou l'évaluation du d evveloppement de la région.

L'objectif de cet article est ainsi de voir quelle est la nature de l'articulation entre le sentiment d'appartenance et les dispositifs d'IT adapt es par les responsables institutionnels et non institutionnels ainsi que la perception de ces dispositifs par la population locale.

3. Sentiment d'appartenance et valorisation territoriale à l'épreuve du terrain

Dans un contexte tunisien, diverses politiques publiques de d evveloppement régional furent adoptées à l'échelle nationale durant des décennies. Ces politiques ne prenaient en compte ni les spécificités culturelles régionales ni le sentiment d'appartenance qui conditionne l'attitude des habitants envers leur région que ce soit en terme d'identité, d'attachement ou de solidarité envers la région, ce qui a abouti à un bilan mitig e de ces politiques publiques dont l'amplification des disparités en termes de pauvreté,

variant de 0,9 à 30,2 entre régions du Sud et régions du Nord, ou encore de migration interrégionale de plus en plus ressenties.

La prise de conscience de la nécessité de nouvelles modalités et de dispositifs variés de développement en Tunisie est due aux disparités multiples ressorties et publiquement commentées depuis 2011. En dépit de ces politiques publiques, dont celles visant à désenclaver les territoires fragiles et menacés, le déséquilibre entre les territoires n'a fait qu'attiser le sentiment d'injustice entre les populations.

Axe 2 :???

Aujourd'hui, la mise à niveau régionale est à la fois un défi et une priorité. L'introduction et la mise en œuvre de nouvelles modalités de gestion des territoires sont de rigueur. Renforcer le sentiment d'appartenance et faire interagir population locale et ses leaders tant institutionnels que non institutionnels seraient tributaires d'une nouvelle forme de communication publique et territoriale. Une telle assertion génère de nombreuses questions : jusqu'où peut-on instrumentaliser la mise en place de l'Intelligence Territoriale (IT) et selon quelles techniques ou modes managériaux ? Quelle sélection de dispositifs communicationnels de l'IT peut assurer une attitude positive envers une région ? Comment favoriser l'interactivité population locale-responsables institutionnels et non institutionnels grâce à l'IT ? Toutes ces questions soulignent l'importance du rôle des acteurs ayant un sentiment d'appartenance à la région et souhaitant la développer. En ce sens et avec la collaboration d'acteurs dans deux gouvernorats tunisiens, Nabeul (Nord-Est) et Médenine (Sud-Est), des programmes de développement sont entrepris en misant sur des ressources naturelles et humaines, l'amélioration de l'infrastructure régionale ainsi que sur l'impulsion de l'entrepreneuriat et l'encouragement de l'investissement privé.

De nombreux acteurs jouent un rôle dans le développement des ces deux régions. Aussi bien au niveau institutionnel que non institutionnel. Les acteurs institutionnels sont les responsables et praticiens des bureaux régionaux de développement relevant, respectivement, du Commissariat Général au Développement Régional (C.G.D.R) pour le gouvernorat de Nabeul et de l'Office de Développement du sud (O.D.S) pour le gouvernorat de Médenine, ainsi que leurs partenaires dans l'administration publique territoriale. Quant aux acteurs non institutionnels, nous faisons référence aux

dirigeants d'entreprises, responsables des collectivités et associations locales outre la population locale avec ses diverses catégories (étudiants, chômeurs, fonctionnaires, salariés du secteur privé...). Chaque région adopte et entreprend des programmes de développement soutenus et coordonnés par les deux opérateurs publics de développement territorial² - CGDR et ODS.

Chaque région étudiée dispose de caractéristiques et de spécificités. Le Gouvernorat de Nabeul, région littorale, riche en ressources naturelles, se distinguant par son patrimoine culturel matériel et immatériel et son héritage historique ; chose à même d'affecter profondément l'attitude de la population envers sa région. Le Gouvernorat de Médenine, région rurale et aride, est caractérisé par des ressources naturelles limitées et d'un métissage historique et culturel. Ces particularités influencent l'attitude de ses habitants envers leur région et les modalités de mise en place des dispositifs d'IT localement.

Au cours de notre recherche, nous nous attacherons à définir l'impact que peut avoir le sentiment d'appartenance envers la région sur la mise en place de dispositifs d'intelligence territoriale. Ces deux régions sont dotées de ressources naturelles très opposées : d'une part, on remarque une présence abondante d'eau, une forte pluviométrie, une extension des terrains fertiles et un climat méditerranéen favorable dans la région de Nabeul. D'autre part, on constate une pluviométrie faible, une amplitude thermique forte et une aridité accentuée par la longue saison sèche dans les zones désertiques au niveau de la région de Médenine. Au-delà de cette opposition du point de vue climatique et des ressources naturelles, ces deux régions sont gérées par deux structures d'appui différentes. Pour Nabeul, c'est le CGDR qui, à travers ses praticiens au bureau régional, établit le plan de développement et les actions à entreprendre. Pour Médenine, c'est l'ODS. Le choix de ces deux régions comme terrain de recherche se rapporte aussi au mouvement important de migration constaté de la région de Médenine vers celle de Nabeul. Ainsi ces deux institutions sont chargées de l'élaboration et de la diffusion des plans de développement relatifs à chaque région. Cela se fait suite à une collecte d'informations d'ordre social,

² Sous la tutelle du Ministère du Développement et de la Coopération Internationale² (MDCI).

économique, écologique...que ce soit dans la collecte ou dans la diffusion des informations utiles au développement régional. Ces deux structures font appel à certains dispositifs d'IT. Ces deux structures et les institutions avec lesquels elles collaborent représentent notre terrain de recherche. Terrain où les liens affectif, cognitif, ou conatif envers la région peuvent améliorer ou empiéter la valorisation territoriale et l'atteinte des objectifs de développement. En revanche, l'atteinte des objectifs territoriaux à travers certains dispositifs de communication peut développer la solidarité des acteurs envers le territoire et limiter les mouvements de migration vers d'autres régions.

Notre objectif de recherche étant de déterminer le lien qui peut exister entre le sentiment d'appartenance traduit par l'attitude envers la région et les dispositifs de mise en place de l'intelligence territoriale. Notre méthodologie de recherche s'est basée sur plusieurs méthodes de recueil de données. Notre dispositif de triangulation de trois méthodes vise à bien cerner et couvrir le lien qui peut exister entre nos notions. Quatre vingt entretiens semi-directifs permettent d'approcher la réalité de l'attitude envers la région des acteurs institutionnels travaillant au sein du CGDR et de l'ODS et des acteurs non institutionnels travaillant dans les entreprises des régions de Nabeul et Médenine. Une recherche quantitative à travers quatre vingt questionnaires administrés à la population de responsable ainsi que cent dix questionnaires adressés à la population locale nous ont permis de mesurer la nature du lien entre nos notions de base.

Les tendances centrales du sentiment d'appartenance de nos échantillons de responsables et de population locale dans la région de Médenine et de Nabeul ont été les suivantes :

Sentiment d'appartenance	Population de responsables		Population locale	
	Nabeul	Médenine	Nabeul	Médenine
Identité à la région	Forte identité à la région	Moyenne identité à la région	Très forte identité à la région	Assez forte identité à la région
Attachement à la région	Très Fort attachement à la région	Assez fort attachement à la région	Très fort attachement à la région	Assez fort attachement à la région
Solidarité envers la région	Assez moyennes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région	Assez fortes manifestations de solidarité envers la région	Moyennes manifestations de solidarité envers la région

Tableau 1 : Tendances centrales du sentiment d'appartenance pour la population de responsable et la population locale de Nabeul et de Médenine

Ce tableau révèle une identité, un attachement ainsi qu'une solidarité beaucoup plus développés dans la région de Nabeul que dans la région de Médenine. Ce constat est valable pour la population de locale ainsi que la population de responsables. Cette relation qui lie l'individu à sa région conditionne son attitude ou son comportement envers cette dernière. Cela oriente la sélection des dispositifs d'ITA de la part de la population des responsables, ainsi que l'appréciation de ces dispositifs de la part de la population locale. Ainsi verrons-nous dans ce qui suit les diverses orientations en termes de sélection et d'appréciation des dispositifs d'IT.

3.1.1 Liens affectif, conatif, et cognitif, quels dispositifs d'IT ?

Nous avons vérifié le recours des responsables dans les deux régions aux diverses pratiques d'ITA essentiellement le recours aux pratiques de s

	PSE	PIE	PPI	- CSSF	PDC
Nabeul	Très fort recours aux	Très fort recours aux	- Moyen recours aux pratiques de	- Fort recours aux pratiques	Très fort recours aux

	pratiques de SE	pratiques IE	PPI	de CSSF	pratiques PDC
Médenine	Assez fort recours aux pratiques de SE	Moyen recours aux pratiques IE	- Assez fort recours aux pratiques de PPI	- Moyen recours aux pratiques de CSSF	Assez fort recours aux pratiques de PDC

Tableau 2 : Tendances centrales de l'ITA dans les régions de Nabeul et de Médenine

L'hypothèse H1 : le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITA, est une hypothèse partiellement validée.

Dans un premier temps, nous avons validé à travers notre modélisation le lien de causalité entre l'identité, l'attachement et la solidarité à la région et les pratiques d'influence et de surveillance de l'environnement référent à l'intelligence économique territoriale (IET).

En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons confirmé que l'identité à la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait l'identité à la région. L'identité à la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée, ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire.

L'identité à la région est aussi positivement associée aux pratiques de surveillances de l'environnement plus les responsables s'identifient à la région, plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnement. Et le fait de cerner l'environnement du territoire cela renforce l'identité à la région. À ce niveau, nos résultats semblent être en concordance avec ceux défendus par divers auteurs qui considèrent le lien entre l'identité et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace. Les pratiques d'IET (surveillance et d'influence sur l'environnement) étant des dispositifs de définition et d'aménagement du territoire, cela implique théoriquement une interrelation avec l'identité territoriale. Parmi ces auteurs, Mathias Le Bossé (1999), Yves Guermond

(2004) et Guy Di Méo (2007) qui a exprimé ce lien « Les questions identitaires [...] ouvrent au moins deux champs de recherche géographique. Celui des spatialités et des territorialités, soit des rapports spatiaux des individus, relativement superficiels dans le premier cas (spatialités), plus vécus, profonds et affectifs dans le second (territorialités), autorise le repérage de la diversité des liens spatiaux qui entrent dans la construction des personnalités humaines. Il fournit aussi des éléments d'interprétation pour la compréhension de leurs dynamiques grégaires, tant sociales que territorialisées. Il permet de saisir, en retour, de quelle façon s'opère, en partant de l'individu, la production de l'espace ».

Le test de nos hypothèses opérationnelles et notre modèle nous a permis de confirmer que l'attachement à la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et que l'IET renforçait l'attachement au territoire.

L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée, ce qui révèle que plus la population de responsables est attachée à la région plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), ces pratiques renforcent l'attachement de ces individus envers le territoire.

L'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de surveillances de l'environnement, plus les responsables ressentent de l'attachement envers leur région, plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnement. La mise en place de ces pratiques renforce l'attachement au territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies. Lalli (1992), Jean-François Staszack (2004) « les identités géographiques existent et sont prégnantes ; les territoires jouent un rôle essentiel dans les processus identitaires : l'identité géographique s'exprime par l'attachement à un espace ».

Nous avons aussi confirmé que la solidarité envers la région améliorerait la mise en place de pratiques de surveillance et d'influence sur l'environnement du territoire et

que l'IET renforçait cette solidarité envers le territoire suite au test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle.

La solidarité envers la région est positivement associée aux pratiques d'influence sur l'environnement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population de responsables est solidaire envers la région. Plus cette population met en place des pratiques d'influence sur l'environnement territorial (communication à travers certains médias, pratiques de lobbying et d'influence d'organisations publiques et privées), ces pratiques renforcent aussi la solidarité de ces individus envers le territoire.

La solidarité envers la région est aussi positivement associée aux pratiques de surveillances de l'environnement plus les responsables, sont solidaires envers leur région plus ils ont recours aux pratiques de surveillance de l'environnement (s'informent, surveillent les divers acteurs et anticipent les évolutions futures de l'environnement. La mise en place de ces pratiques renforce les manifestations de solidarité au territoire. Ces résultats sont assez conformes aux études théoriques préalablement établies, en effet divers auteurs considèrent que toute pratique en faveur de la définition, de l'aménagement de l'espace territorial ou de son développement est une manifestation de solidarité envers le territoire. Cela est valable pour les pratiques d'IET. En effet pour Cédric Polère et Catherine Pannasier (2013 : 2), « les politiques et les répertoires d'action des territoires sont des opérateurs de solidarité des régions « Même s'il est difficile de définir précisément leur caractère solidaire, de multiples actions produisent incontestablement de la solidarité».

Dans un deuxième temps nous avons montré à travers notre modélisation le lien de causalité entre l'identité, l'attachement et la solidarité envers la région et les pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire et de partage et diffusion des connaissances pratiques de knowledge management territorial *KMT*. Ce lien a été partiellement validé.

Suite au test de nos hypothèses opérationnelles et notre modèle nous sommes parvenus confirmer que l'identité à la région améliorerait la mise en place de pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire et que ces pratiques renforçaient l'identité à la région.

En effet la sous hypothèse : l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population de responsables s'identifie à la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire (formalisation et archive des contenus des projets et des liens avec les organisations et les clients), cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire. Par contre l'identité à la région est positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances n'est pas validée.

Le lien entre l'attachement à la région et le *KMT* est aussi partiellement validé vu que la sous hypothèse associant positivement l'attachement à la région aux pratiques de capitalisation sur les savoirs et les savoir-faire est validée, ce qui indique que plus la population de responsables est attachée à la région plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, ces pratiques renforcent à leur tour l'attachement de ces individus envers le territoire. Par contre la sous hypothèse l'attachement à la région est positivement associé aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances n'est pas validée.

Le lien entre la solidarité envers la région et le *KMT* est validé vu que l'hypothèse. Ce qui indique que plus la population de responsables est solidaire envers la région, plus cette population met en place ces pratiques de capitalisation sur les savoirs et savoir-faire, ces pratiques renforcent à leur tour la solidarité de ces individus envers le territoire. La solidarité envers la région est aussi positivement associée aux pratiques de partage et de diffusion des connaissances, est aussi validée.

À ce niveau, nos résultats semblent être en accord avec ceux avancés par divers auteurs qui considèrent le lien entre le sentiment d'appartenance (identité, attachement et solidarité) et le territoire en tant qu'espace et en tant que dispositifs de définition et d'aménagement de cet espace comme l'indiquent Pierre Alphandéry et Martine Burges (2004), Roger Burnet : « Le territoire est une œuvre humaine. Il est un espace approprié. Approprié se lit dans les deux sens : propre à soi et propre à chaque chose. Il est la base géographique de l'existence sociale. Toute société a du territoire, produit du territoire. En fait, elle a en général plusieurs territoires, voire une multitude ». (1991 : 23). Cela confirme le lien entre le sentiment d'appartenance et

toute œuvre ou action entreprise au sein du territoire pour la construction de son espace et son développement.

3.1.2 Identité, attachement et solidarité, quelle perception de l'IT ?

Nous avons estimé l'intelligence territoriale perçue (ITP) de la population locale dans nos deux régions d'étude. Nous avons pu évaluer cela en relevant les tendances centrales de chaque variable à savoir l'appréciation des dispositifs de développement, l'échange d'information avec les acteurs de développement et l'évaluation du développement de la région.

	ADD	EIAD	EDR
Nabeul	Mauvaise appréciation du développement de la région	Faible échange d'information avec les acteurs de développement	Mauvaise évaluation du développement de la région
Médenine	Très mauvaise appréciation du développement de la région	Très faible échange d'information avec les acteurs de développement	Mauvaise évaluation du développement de la région

Tableau 3 : Les tendances centrales de l'ITP dans les régions de Nabeul et de Médenine

Nous avons pu relever que les populations locales des deux régions avaient une mauvaise appréciation de l'IT dans leurs régions respectives malgré que la région de Nabeul est beaucoup plus développée que celle de Médenine. Cela étant précisé l'IT dans la région de Médenine est beaucoup plus critiqué et moins appréciée dans la région de Médenine par rapport à la région de Nabeul. Nous avons par la suite vérifié la validité de notre hypothèse H2.

L'hypothèse H2 : le sentiment d'appartenance est positivement associé à l'ITP est une hypothèse partiellement validée. D'abord, nous avons montré à travers notre modélisation la validation partielle du lien de causalité entre l'identité à la région et l'ITP. Ensuite nous avons examiné le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'ITP, ce lien est partiellement validé. Enfin, le lien de causalité entre la solidarité envers la région et l'ITP a été validé.

En testant nos hypothèses opérationnelles et notre modèle, nous avons confirmé partiellement que l'identité à la région améliorerait la perception positive de l'intelligence territoriale et que l'IPT renforçait l'identité à la région. La sous-hypothèse l'identité à la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement, est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale s'identifie à la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cela renforce l'identité de ces individus envers le territoire. La sous-hypothèse l'identité à la région est positivement associée l'échange d'information avec les acteurs de développement plus les individus s'identifient à la région plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. Et la communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent l'identité à la région. Alors que la sous-hypothèse l'identité à la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée nous n'avons pas identifié de lien de causalité entre ces deux dimensions. À ce niveau nos résultats semblent être en concordance avec ceux défendus par Roger Brunet (1991), Pierre Alphanéry et Martine Burges (2004). Cela a été exprimé par France Guérin-Pace et Yves Guermond (2006 : 290) où le territoire est envisagé comme support identitaire « Évoquer une identité collective à partir du territoire suppose une adhésion de chacun à cette conscience spatiale partagée. Pourtant, comme l'a montré F. Barth, plusieurs groupes, chacun possédant sa propre identité, peuvent habiter le même territoire, sans avoir pour autant les mêmes rapports à ce territoire en termes d'appartenance, d'appropriation ou de revendications. [...]Prendre en compte les trajectoires individuelles et interroger les populations sur leur sentiment d'appartenance à un territoire et la participation de celui-ci dans la formation des identités individuelles est un préalable nécessaire à la compréhension de la formation des identités collectives ». Guy Di méo (2007) confirme cette interrelation entre tout ce qui a trait au territoire aux dispositifs de son développement et à la construction et au renforcement identitaire. « La plupart des identités affichent une composante géographique, une spatialité qui les renforce et les rend plus prégnantes. Elles s'expriment donc, souvent, par ces médiations du social et du spatial que forment les lieux, les territoires, les paysages. [...]En retour, les identités contribuent activement à toutes les constructions sociales d'espaces et de dispositifs

urbains, réels ou sensibles. Les formes spatiales des identités, les dimensions identitaires des espaces s'interpénètrent selon une dialectique subtile ».

Le test de nos hypothèses opérationnelles et de notre modèle nous a permis de confirmer partiellement que l'attachement à la région améliorerait la perception positive de l'intelligence territoriale et que l'IPT renforçait l'attachement à la région. La sous-hypothèse : l'attachement à la région est positivement associé à l'appréciation des dispositifs de développement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale est attachée à la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cette appréciation renforce l'attachement de ces individus envers le territoire. De même : l'attachement à la région est positivement associé à l'échange d'information avec les acteurs de développement. Plus les individus sont attachés à la région, plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. Et la communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à son tour l'attachement à la région. Alors que la sous-hypothèse : l'attachement à la région est positivement associé à l'évaluation du développement de la région n'a pas été validée nous n'avons pas identifié un lien de causalité entre ces deux dimensions. À ce niveau, nos résultats semblent être en concordance avec ceux avancés par divers auteurs Roger Brunet (1991), Guy Di Méo (2007) ou encore France Guérin-Pace et Hélène Filippova (2008) qui avancent que « Le sentiment d'appartenance à un territoire se construit sur une expérience et des représentations partagées d'une histoire et d'une mémoire collective », cité par Catherine Didier-Fevre (2012 :1) en sachant que le sentiment d'appartenance regroupe l'identité, l'attachement et la solidarité cela confirme le lien entre l'attachement et la communication et l'échange d'information et d'expérience entre les acteurs territoriaux.

Le lien entre la solidarité envers la région et l'ITP est confirmé suite au test de notre modèle et de nos hypothèses. En effet la solidarité envers la région est positivement associée à l'appréciation des dispositifs de développement est une hypothèse validée ce qui révèle que plus la population locale est solidaire envers la région plus elle apprécie les dispositifs de son développement et accorde de l'importance au travail

fourni par les autorités locales et les acteurs publics et privés en terme de développement ainsi qu'à la communication établie, cette appréciation renforce la solidarité de ces individus envers le territoire. La sous-hypothèse : la solidarité envers la région est positivement associée l'échange d'information avec les acteurs de développement est validée. Plus les individus sont solidaires envers la région plus ils apprécient la communication et l'échange d'informations avec les acteurs de développement. Et la communication ainsi que la concertation dans le cadre de démarches participatives renforcent à leur tour la solidarité à la région.

La sous-hypothèse: la solidarité envers la région est positivement associée à l'évaluation du développement de la région est validée. Par contre le sens de cette validation n'est pas attendu (la solidarité envers la région est négativement associée à l'évaluation du développement de la région) ce qui signifie que plus les individus sont solidaires envers la région moins ils évaluent le développement de cette dernière moins ils apprécient les régions plus développées et moins ils ont l'intention de quitter la région. Cédric Polaire et Catherine Pannasier (2013 : 8) affirment que « La solidarité peut être à trois niveaux : dans les motivations à agir, dans les moyens, mécanismes, outils et modes d'action mis en œuvre, et enfin dans les résultats et traductions concrètes d'une action ou d'une politique ». Les manifestations de solidarité envers le territoire vont de pair avec la volonté d'agir pour le développement du territoire et non avec la décision de quitter le territoire. Cette solidarité n'est pas à la base d'une décision de départ pour une région plus développée.

Conclusion

Notre recherche a été établie dans le cadre du programme de recherche interdisciplinaire *Langages, objets, territoires et hospitalités*. Notre objectif est d'apprécier les procédés informationnels, communicationnels et de management pour la valorisation des régions de Nabeul et de Médenine sous l'égide du CGDR et de l'ODS, et d'estimer et d'évaluer la nature du lien entre le sentiment d'appartenance et la valorisation territoriale par le biais de ces dispositifs d'intelligence collective. L'ancrage de notre recherche dans les champs interdisciplinaires des sciences de gestion et des sciences de l'information et de la communication nous a permis d'appréhender notre objet de recherche dans une logique d'instrumentalisation de

pratiques et de dispositifs de management du territoire et dans une logique de communication, de transmission de l'information, de capitalisation et de diffusion des connaissances. Toutes ces pratiques étant sélectionnées à travers le ressenti envers le territoire en termes d'identité, d'attachement et de solidarité.

Le travail avec les acteurs de développement nous a permis de cerner l'intensité de leur sentiment d'appartenance et les liens de causalité que cela peut avoir avec l'intelligence territoriale adoptée en termes de sélection des dispositifs communicationnels informationnels et de management.

Alors que le travail avec les acteurs de la population locale nous a permis d'appréhender les liens de causalité entre la perception de l'intelligence collective instaurée au niveau du territoire et le renforcement de l'identité de l'attachement et de la solidarité envers la région.

Bibliographie

- Alphandéry P., Bergues M., 2004, « Territoires en questions : pratiques des lieux, usages d'un mot », *Ethnologie française*, 1/ 2004, Vol. 34, pp. 5-12.
- Cardy H., 1997, *Construire l'identité régionale*, Paris, Éd. L'Harmattan.
- Cousin S., 2012, « Nouvelles citoyennetés, nouveaux patrimoines, nouvelles pratiques touristiques », *Revue des régions arides*, 28, pp. 7-14.
- C.G.D.R., 2010, *Plans de Développement Economique et Social* ; Tunis (rapports par **quinquennat**)
- Couzinet V., 2005, « Intelligence économique et Sciences de l'Information et de la Communication : quelles questions de recherche ? », *Organisation des connaissances dans les systèmes d'information orientés utilisation*, Actes du colloque international de ISKO-France, Presses Universitaires de Nancy, pp. 13-26.
- Delfosse C.B., 2009, *Étude des déterminants d'achat des produits alimentaires régionaux*, thèse en science de gestion, Université de Rennes 1.
- Didier-Févre C., 2012, « L'ancrage des jeunes périurbains dans leur territoire de vie », *colloque industrie, villes et régions dans une économie mondialisée*, pp. 1-3.
- Di Méo G., 2007, Identités et territoires des rapports accentués en milieu urbain ?, *Métropoles* [En ligne], 1 | 2007, mis en ligne le 12 février 2007, consulté le 16 août 2014. URL : <http://metropoles.revues.org/80>
- Dumas P., 2006, « Les (n)tic font-elles baisser le niveau ? », pp.1-14, *in* Les (n)tic : représentations, nouvelles appropriations sociales, Degrés, *Revue de Synthèse à Orientation Sémiologique*.
- Filippova E., Guérin-Pace F, 2008, « Les territoires qui nous appartiennent, les territoires auxquels nous appartenons », pp. 30-42, *in* : F. Guérin-Pace & E. Philippova (dir), *Ces lieux qui nous habitent. Identités des territoires, territoires des identités*, Édition de l'Aube.
- Frisou J., 2011, « Le localisme est-il un argument de fidélisation pertinent ? Le cas des programmes de fidélisation communautaires », *in revue Mémoire Vivante*, 01 avril 2014.
- Gardère E., Lakel A., 2009, « Repenser la communication des organisations publiques », *Communication et organisation*, pp.7-12.
- Gdoura W., 2005, « L'autre accès à l'information dans les sociétés en émergence : étude de cas du monde arabe », *Revue maghrébine de documentation et de l'information*, 13, pp. 37-49.
- Genevois S., Carlot, 2011, « Les territoires du quotidien en France : approches possibles (et raisonnables) avec les TICE », *Journée d'étude APHG*, 1er décembre 2011.
- Girardot J.-J., Grammacia G., 2006, « De l'intelligence territoriale : Théorie, posture hypothèses, définition », *Information Sciences For Decision Making*, *Vème colloque TIC et territoire : Quels développement*, pp.9-17.

Goria S., 2006, *L'expression du problème dans la recherche d'informations : Application à un contexte d'intermédiation territoriale*, thèse en science de l'information et de la communication, dirigée par David Amos Université Nancy II.

–2006, “ Knowledge management et intelligence économique : deux notions aux passés proches et aux futurs complémentaires ”, *Revue Information Sciences for Decision Making*, 27.

Grammacia G., Gardère E., Gardère J.-P., 2009, « Démocratie participative et communication territoriale. Vers la micro-représentativité », *Communication et organisation*, pp. 267-268.

Guérin-Pace F., 2006, « Sentiment d'appartenance et territoires identitaires », *L'espace géographique*, tome 35, 4, pp. 290-302.

–2006, « Lieux habités, lieux investis : le lien au territoire, une composante identitaire ? », *Économie et statistique*, 393-394, 2006, pp. 2- 14.

Guermond Y., 2006, « Identité et rapport au territoire », *L'Espace géographique*, 4/2006, Tome 35, pp. 289-290.

–2009, « La diversité des ancrages territoriaux au regard des parcours migratoires », pp. 145-165, in F. Guérin-Pace, Olivia Samuel, Isabelle Ville Dir., *En quête d'appartenance. L'enquête Histoire de vie sur la construction des identités*, Éd. de l'INED, Paris, 2009.

Lalli M., 1992, “Urban related identity: theory, measurement and empirical findings”, *Journal of Environmental Psychology*, 12, pp.285–303.

Le bossé M., 1999, «Les questions d'identité en géographie culturelle. Quelques aperçus contemporains », *Géographie et Cultures*, no 31, p. 115-126.

Meyer V., 2012, *Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ?*, Communication et développement territorial en zones fragiles du Maghreb, Éd. L'Harmattan.

–2012, « Communication territoriale, communications d'action et d'utilité publiques : quelles définitions ? », pp.63-78, in : Morelli P., Sghaïer M. Dir. *Communication et développement territorial en zones fragiles au Maghreb*, Paris, Éd. L'Harmattan.

–2014, « Communication, tourisme et développement territorial : l'exemple des Gsours du sud-est tunisien », *les enjeux de l'information et de la communication*, <http://lesenjeux.u-grenoble3.fr>, pp. 5-15, consulté le 26 juin 2014.

Polaire C., Pannasier C., 2013, *Solidarité et communautés urbaines état des lieux et prospectives*, étude solidarité et communautés urbaines, 107p.

Staszak J.-F., 2004, « L'exode, l'oviri, l'exile: Les singulières identités géographiques de Paul Gauguin », *les annales de géographie*, 638-639, pp. 363-384.

Veltz P., 2002, *Des lieux et des liens politiques du territoire à l'heure de la mondialisation*, Édition De L'Aube.